

SAVOIR PRENDRE NOS RESPONSABILITES ET CONJUGUER NOS EFFORTS

— Le message du Nouvel An du Président de la République —

Après l'année 1979 qui vient de s'achever et qui a été, à bien des égards, décisive pour notre pays, nous allons à présent entamer une nouvelle année.

Le Nouvel An étant avant tout l'heure des vœux, je commencerai ce message en présentant à chacun de vous mes vœux de très bonne et heureuse année.

Je souhaite qu'à cette année qui a été pour nous, MALIENS, une étape difficile, succède une année qui apporte à vous tous le bonheur et la santé et à notre cher pays le progrès et le bien-être dans la concorde, la fraternité et la paix.

A nos compatriotes résidant à l'extérieur, je voudrais, en leur adressant mes vœux de Nouvel An, leur dire combien nous espérons les voir un jour regagner définitivement la mère patrie, pour occuper la place qui leur revient et apporter directement leur contribution au développement du Mali.

A ceux-là enfin, ressortissants d'autres pays qui sont venus travailler et vivre avec nous, je souhaite, en même temps qu'une bonne année, un séjour fructueux pour eux-mêmes et pour le Mali. Ce pays est aussi le leur, dès lors qu'ils contribuent d'une manière ou d'une autre à son édification et nous leur sommes reconnaissants de leur apport.

L'année 1979, je le disais tout à l'heure, a été pour nous une étape difficile. Il ne pouvait en être autrement, face aux effets néfastes conjugués de l'inflation mondiale, de la hausse continue des prix du pétrole, de la sécheresse toujours présente et dont les terribles conséquences sont encore plus directement perceptibles par nos populations, face enfin aux difficultés rencontrées dans la commercialisation.

Ainsi, un déficit céréalier important a été enregistré, déficit dont les effets ont pu être atténués grâce aux actions entreprises par le Gouvernement, notamment la libéralisation du marché intérieur et l'achat par l'OPAM de riz, grâce aussi à l'assistance de la communauté internationale.

En rendant hommage à cette assistance et en exprimant notre gratitude aux uns et aux autres, force nous est, comme l'année dernière, de lancer à nouveau un appel aux pays amis et aux diverses organisations internationales et non-gouvernementales pour qu'ils nous renouellent et renforcent leur généreuse assistance.

Cette année encore, en effet, notre pays a enregistré sur l'ensemble du territoire une pluviométrie insuffisante, nettement inférieure à celle de 1978 et qui a eu des conséquences néfastes sur les cultures.

Si, pour des spéculations telles que le coton, le dâh et le tabac, les prévisions de commercialisation de la campagne 1979/1980 sont soit supérieures soit égales à celles de la campagne 1978/1979, elles leur sont par contre inférieures pour le mil, sorgho, maïs, paddy et arachide.

Notre pays accuse ainsi au plan vivrier un déficit important.

En renouvelant donc notre appel à la communauté internationale, je voudrais, par la même occasion, en appeler au sens civique de nos compatriotes commerçants qui s'efforcent dans ce secteur particulier pour que la situation ne soit pas mise à profit pour perturber la commercialisation dans l'unique but de s'enrichir à tout prix.

Le commerce n'est point condamnable lorsqu'il est noble, c'est-à-dire lorsqu'il vise à satisfaire les besoins fondamentaux des populations à des prix justes. Mais il devient traître lorsqu'il vise de façon aveugle à la satisfaction d'appétits mercantiles.

Je demande donc aux commerçants concernés de s'attacher à apporter en la circonstance une contribution noble et utile, car l'objectif du Parti et du Gouvernement c'est d'assurer par tous les moyens le ravalement correct des populations.

MALIENNES,

MALIENS,

Durant les prochaines années, le Gouvernement accordera dans le domaine du développement rural une attention particulière aux 1^{re}, 6^e et 7^{me} régions

qui constitueront les points névralgiques de nos interventions.

Les financements nouveaux seront en priorité orientés vers ces zones singulièrement défavorisées et qui ont impérieusement besoin d'une impulsion.

Ailleurs, l'on poursuivra essentiellement une politique de consolidation et de sécurisation.

En 1980 et 1981, l'on s'attachera à l'exécution d'un vaste programme d'études et de réalisations couvrant toutes les régions. Ce programme comporte notamment :

- le démarrage des travaux d'aménagement de la zone de MALOUM KOUNTA et la construction d'un Centre d'Apprentissage Agricole à SAME, dans la Région de KAYES ;

- le démarrage des travaux de réhabilitation du périmètre de BANKOUMANA et de l'exécution du périmètre aval de SELINGUE ;

- l'étude d'une rizière à KONODIMINI ;

- la poursuite des études de faisabilité des barrages-seuils de TALO et de DJENNE sur le BANI ainsi que des études entreprises dans le cadre du projet de développement intégré du plateau dogon ;

- l'exécution de la 2^{ème} tranche de la plaine de DIRE ;

- l'étude de la digue-piste KORIENTZE-NIAFUNKÉ en vue du désenclavement de la 6^e Région ;

- la poursuite enfin des travaux de construction de digues insubmersibles, de canaux et d'ouvrages à TACHARANE et à GARGOUNA dans la Région de GAO.

En ce qui concerne les ressources forestières et hydrobiologiques, une politique nationale en matière de foresterie a été définie et des projets forestiers fiables ont été élaborés.

Pour le Mali et tous les autres pays de la zone du SAHEL, la lutte contre la désertification constitue une préoccupation majeure et il est plus que jamais urgent que la communauté internationale réponde à notre appel et nous apporte une assistance accrue dans ce domaine.

S'agissant de l'élevage, l'amélioration des conditions sanitaires du cheptel, la satisfaction des besoins en bœufs de labour et leur entretien en saison sèche apparaissent comme les problèmes essentiels.

Aussi, les efforts tendront-ils à la mise en œuvre d'une campagne systématique de vaccination et de déparasitage, à l'amélioration de la productivité du cheptel et à la création de parcs collectifs au niveau des villages.

L'année 1979 a vu une vigoureuse relance des activités coopératives à la suite de l'amélioration des relations commerciales entre les coopératives et les sociétés et entreprises d'Etat et le relèvement de la marge bénéficiaire dans l'approvisionnement des populations.

Cette action de relance sera poursuivie et renforcée durant l'année 1980.

Tout sera également mis en œuvre pour apporter un soutien logistique à l'action des paysans avec notamment la création d'une BANQUE NATIONALE de CREDIT AGRICOLE.

Ainsi que je vous l'annonçais il y a trois mois, à l'occasion du 19^e anniversaire de notre indépendance, le bilan de l'exécution de notre Plan Quinquennal 1974/1979 fait ressortir que le financement total acquis représente 83,7% et les réalisations 63,7% des prévisions actualisées. Ce taux de financement peut être considéré comme une réussite et le Gouvernement du reste poursuit toujours la recherche du financement des autres projets du Plan.

J'avais également, à la même occasion, parlé en détail de l'état de nos finances publiques et de notre politique monétaire, en insistant sur la nécessité d'un respect scrupuleux de la discipline budgétaire, de l'économie à tous les niveaux et de l'adoption par le Parti et le Gouvernement de politiques compatibles avec les moyens de l'Etat.

Car les impératifs du Programme de Redressement Financier et les efforts importants des services de l'assiette et du recouvrement n'ont pas contribué à



transformer qualitativement l'évolution de nos finances publiques. Si les recettes ni les dépenses n'ont suivi leur taux d'accroissement respectif fixé par le Plan.

Les remèdes à la situation résident au niveau d'une répartition plus équitable de la fiscalité et de réformes profondes de structures.

Les propositions dans ces domaines seront soumises en 1980 aux instances supérieures et c'est d'ores et déjà la voie dans laquelle nous devons de nous engager si nous voulons en tout cas préserver notre dignité, notre indépendance et notre avenir.

Dans le domaine monétaire, compte tenu du déficit du Budget et des échanges extérieurs dont il faut atténuer les effets sur les paiements extérieurs, l'expansion de la masse monétaire mérite d'être contrôlée sans pour autant freiner le développement et les réformes de structures.

C'est pourquoi l'encadrement du crédit sera poursuivi, tout en étant sélectif.

Ainsi le crédit au commerce connaîtra une évolution modérée tandis que les concours au développement seront encouragés.

Pour atteindre ces objectifs sans grande création monétaire, des efforts importants seront déployés pour la mobilisation de l'épargne nationale et la restructuration des institutions de financement du développement.

Le Gouvernement, on le sait, a toujours accordé une attention particulière au problème de nos sociétés et entreprises d'Etat. Malheureusement les efforts qu'il s'est constamment attaché à déployer en faveur du secteur d'Etat n'ont pas toujours produit les effets escomptés.

Mais, aujourd'hui, l'extension de la crise à toutes les sociétés et entreprises d'Etat sans exception donne au problème une dimension particulière qui appelle des mesures tout aussi particulières.

Le Gouvernement en a pleinement conscience et il ne manquera pas d'agir dans ce sens.

Dans le domaine des industries, une vaste campagne de sensibilisation est entreprise auprès des commerçants et hommes d'affaires maliens tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays pour les amener à investir leurs capitaux au Mali et à joindre ainsi leurs efforts à ceux déployés par les autres couches de nos populations en vue de notre développement socio-économique.

Après une étude du secteur de l'artisanat, de la petite et moyenne entreprises, le projet d'un nouveau Code des Investissements mieux adapté à nos ob-

(suite en page 2)

